

Le *One Forest Summit* se tiendra à Libreville les 1 et 2 mars en présence des présidents Emmanuel Macron et Ali Bongo. Le sommet portera sur la protection forêts tropicales qui sont des réserves de carbone et de biodiversité vitales pour la planète. Il est présenté par ses organisateurs comme un moment clé pour l'action climatique et la préservation de la biodiversité et intervient quelques semaines l'accord international pris lors de la COP15 à Montréal, qui vise à protéger 30% des terres et des mers d'ici 2030.

La conférence sera centrée sur les défis communs rencontrés par les trois plus grands bassins forestiers tropicaux que sont la forêt amazonienne, les forêts d'Asie du Sud-Est et le Bassin du Congo, réparti à 60% en République Démocratique du Congo (RDC) mais également au Gabon, au Cameroun, en Guinée Equatoriale et au Congo-Brazzaville.

« *Il s'agit de consolider un accord juste entre les pays forestiers, qui abritent les réserves de biodiversité, et la communauté internationale, qui doit apporter son soutien aux pays concernés en contrepartie de leurs efforts de protection* » indique l'Elysée qui justifie le choix du Gabon en rappelant l'attention portée par le pays depuis une dizaine d'années pour protéger sa forêt « *en développant notamment une filière bois qui se veut respectueuse de l'environnement et économiquement rentable* ». Pourtant, nuance Marc Ona Essangui, défenseur de l'environnement gabonais, « *plus de 80% du Gabon est attribué à l'exploitation forestière et j'ai bien peur que ceux qui détiennent les permis d'exploitation n'accélèrent la déforestation* ».

L'évènement est aussi l'occasion de mobiliser la communauté internationale, le monde scientifique, la société civile et le secteur privé sur l'enjeu de la préservation des forêts tropicales menacées par la déforestation et la surexploitation.

L'un des temps forts annoncés vise à développer « *des sources de financement innovantes pour la restauration et la protection des forêts tropicales* », notamment via l'achat par des entreprises de crédits carbone pour compenser leurs émissions de CO2 et s'afficher neutres en carbone. Leur valeur ajoutée est pourtant contestée par de nombreuses organisations internationales. Les entreprises « *surestiment trop souvent la quantité de carbone séquestrée ou leurs bénéfices climatiques sont annulés par des évènements comme les incendies de forêts* » indique Myrto Tilianaki du CCFD-Terres Solidaires. L'ONG s'inquiète d'un sommet qui serve de foire au greenwashing pour un secteur privé soucieux de se donner une image verte.

A l'approche des élections présidentielles, et en réponse à une attaque de Lee White, le Ministre gabonais des Eaux et Forêts, Maurice Mve, le secrétaire général adjoint du Syndicat national des professionnels des eaux et forêts au Gabon a dénoncé « *la corruption du Ministère des Eaux et Forêts qui aurait supervisé en janvier 2020 la vente de plus de 220 000 hectares de forêt en violation du code forestier* ». Le syndicat vient de suspendre son mouvement de grève démarré en début d'année.